

TERRITOIRE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DES HABITANTS

Depuis plus de trente ans, le bassin du Seignanx, dans le sud des Landes, expérimente le développement économique et social au service d'un territoire et de ses habitants. Un modèle d'émancipation et d'intérêt collectif.



ÉOLE

Singulier et pionnier territoire d'économie sociale que ce bassin du Seignanx, jouxtant l'agglomération de Bayonne. Une singularité née en partie de son histoire industrielle où les expériences d'économie alternative et solidaire ont été vivaces, notamment après la fermeture, en 1965, des hauts-fourneaux des Forges de l'Adour, envoyant 1 600 ouvriers au chômage. La liquidation de ce complexe sidérurgique unique, assurant depuis 1880 l'essor des villes de Tarnos et Boucau, a renforcé la culture de la solidarité et favorisé l'émergence d'initiatives collectives et participatives. « À la fin des années 1970, par exemple, les syndicats de Turbomeca, usine aéronautique ayant reclassé 600 anciens forgerons, se sont positionnés pour reprendre l'entreprise en autogestion. Tarnos "la rouge" entretient une coloration politique forte, qui l'a conduite à développer l'économie au service du social et de l'intérêt collectif. Une méthode de travail transformée en mode de développement, incarnée aujourd'hui dans l'ESS », détaille Jean-

Marc Lespade, maire communiste de Tarnos, acteur majeur de la création d'un écosystème particulièrement innovant et efficace. En effet, dès 1982, les élus de Tarnos ont choisi de faire porter les questions de développement économique et d'emploi au sein d'une instance collective et participative devenue, en 1993, le Comité de bassin d'emploi (CBE) du Seignanx. Sous statut associatif, le CBE, couvrant les huit communes du canton, regroupé des élus, des dirigeants d'entreprise, des syndicats et des acteurs de l'économie sociale et solidaire. « Il porte notre vision émancipatrice de la société, des relations qui s'y opèrent, des transformations nécessaires. Le CBE, structure porteuse et animatrice du Pôle territorial de coopération économique Sud-Aquitaine (PTCE), nous permet de promouvoir une économie différente dont les premiers bénéficiaires sont les habitants, d'œuvrer à une répartition plus équitable des richesses et, d'une certaine façon, à changer la société », complète Stéphane Montuzet, directeur du CBE et président du Cress de Nouvelle-Aquitaine. « Nous agissons en matière

d'emploi, de formation, de développement durable, d'innovation, d'inclusion, d'alimentation, d'écohabitat, de transition écologique », précise Eva Belin, vice-présidente du département des Landes en charge de l'ESS.

Cet écosystème landais structure et développe le territoire

Au travers de cette mobilisation globale, plusieurs projets ont vu le jour : restauration interentreprises et portage de repas, aide à la mobilité, insertion et formation professionnelles, appui aux entreprises. « Notre écosystème compte désormais 23 structures (Scop, Scic, associations), 400 salariés, et produit 35 millions d'euros de valeur. Il s'appuie sur 400 entreprises partenaires et forme 1 475 stagiaires au sein de la Scic Perf (dont les entreprises locales sont sociétaires). L'ESS n'est définitivement pas un gadget mais un moyen plus juste et plus humain de structurer et de développer un territoire », insiste l'édile de Tarnos, qui rappelle que seulement 2 % de l'argent public

Les 50 salariés, dont 14 en insertion, du restaurant interentreprises solidaire Éole produisent environ 5 000 repas par jour.

RESTAURANT SOLIDAIRE

Restaurant interentreprises solidaire, Éole est né en 2006 pour répondre à des besoins de restauration non satisfaits sur le territoire du Seignanx, mais également pour compléter l'offre de structures d'insertion. Fruit d'une volonté politique de développement économique et social menée par le CBE et la commune de Tarnos, cette société coopérative d'intérêt collectif (Scic) comptait 14 salariés au démarrage, ils sont plus de 50 aujourd'hui, dont 14 en insertion. En quinze années

d'existence, Éole a atteint ses objectifs initiaux : affirmer un ancrage local fort, développer une activité commerciale (production puis livraison de 5 000 repas par jour) qui permette de financer l'activité d'insertion et de faciliter le retour à l'emploi de personnes en situation d'exclusion, assurer un fonctionnement basé sur des pratiques démocratiques, participatives et solidaires. Plus encore, en 2016, Éole, tête de pont du projet territorial alimentaire, a participé à la création de la Scic Légumes pro. A. S.

sont injectés dans cet écosystème landais. « C'est même cette économie sociale et solidaire qui vient en soutien du reste de l'économie locale, et non l'inverse. Dans la Scic Perf, nous formons notamment les employés des entreprises du BTP ; la Scic Éole fournit, quant à elle, les repas de l'entreprise Safran, etc. Un fonctionnement qui permet de faire entrer l'ESS dans le monde des entreprises conventionnelles et de démontrer qu'un autre modèle existe », souligne Eva Belin, future présidente du CBE de ce territoire qui fut l'un des premiers à ouvrir les marchés publics aux entreprises d'insertion et aux structures de l'ESS. « Fidèles à notre engagement de pionnier de l'innovation sociale et de l'économie circulaire, nous sommes en expérimentation permanente, constate Stéphane Montuzet. Nous travaillons actuellement avec les bailleurs sociaux à la construction d'une filière d'écohabitat destinée aux logements collectifs. Nous envisageons même la création d'un magasin de négoce de matériaux biosourcés pour approvisionner les chantiers d'écoconstruction. »

Marie-Stéphane Guy